

Après les élections régionales de décembre 2015 Quel bilan ? Où en sommes nous ?

Après cette élection, après cette déroute tant sur le plan électoral que sur le plan idéologique et politique, le temps est venu de faire le point

Avec modestie, je livre ici mes réflexions, car il est urgent d'analyser la situation en profondeur, sans faux fuyants.

Un FN à 25% en France s'explique certainement par la succession de politiques austéritaires depuis de nombreuses années par la droite classique et le parti socialiste. La bipolarisation politique, l'alternance gouvernementale exercée par le Ps et l'Ump pendant de nombreuses années avec des politiques sensiblement identiques ont conduit à cette désespérance génératrice de votes FN massifs.

Pourtant, une autre offre politique a donné un espoir depuis 2008 avec le Front de gauche, et même depuis 2005 avec le non victorieux contre le traité de constitution européenne. La magnifique campagne de premier tour des Présidentielles en 2012 autour du Front de gauche et de Jean Luc Mélenchon aurait du nous propulser vers une adhésion plus massive de nos projets politiques de la part de l'électorat populaire.

Il n'en a rien été. Le soufflet des Présidentielles est vite retombé, l'espoir avec. Et aujourd'hui, c'est l'échec complet pour notre parti et pour la stratégie de rassemblement autour du Front de gauche à laquelle nous avons mis tant d'espoir.

Nous sommes illisibles, nous sommes identifiés comme des partenaires du parti socialiste sans projet véritable. Aux yeux des électeurs, nous sommes les mêmes que tous les autres, la critique permanente en plus. Pourtant, nous avons raison de remettre en cause tout le système qui ne fabrique que de la misère sociale. Aux yeux de la très grande majorité des électeurs, nos propositions sont irréalisables.

Quelques retours en arrière

Il me semble que toutes ces difficultés ne viennent pas de nulle part, qu'il faut les analyser en profondeur, remonter loin dans le temps pour trouver peut - être des explications. Comment le premier parti de France à la libération et même après peut - il sombrer dans de telles proportions si nos stratégies ont été menées de la meilleure des façons ? Ne faut-il pas regarder avec minutie les stratégies du passé pour comprendre le présent qui nous tombe sur la tête.

Nous avons souvent tendance à pointer les responsabilités de nos échecs chez les autres, souvent avec raisons, (médias, politique d'austérité du gouvernement et du Ps , opportunisme du FN, les électeurs ne comprennent rien, etc, etc...) mais je crois qu'il serait bon de faire des retours en arrière depuis au moins quatre décennies sur nos stratégies politiques propres et de regarder où avons - nous été dans l'erreur.

J'ai connu le grand espoir de mai 1981 avec la première victoire de la gauche en France. C'était quelques années après la signature d'un programme commun de gouvernement.

A cette époque, notre parti pesait autour de 20%, et même un peu plus. Lors de l'élection présidentielle de 1969, Jacques Duclos manque de très peu la qualification pour le deuxième tour.

Le Pcf est donc le leader incontesté de la gauche. Le parti socialiste quand à lui était loin derrière, ce qui l'a conduit à la reconstruction du Ps rassemblé après son congrès d'Épinay de 1971.

A partir de là, le Pcf stagnant autour de 20% depuis 1958, la stratégie a été de considérer que la signature d'un programme commun de gouvernement nous propulserait à la porte du pouvoir en pensant que l'électorat socialiste basculerait en faveur du Pcf. Or, c'est justement l'inverse qui s'est produit.

Le PS a progressé régulièrement jusqu'à obtenir à partir de 1978 plus d'influence électorale que notre parti à chaque élection.

C'est donc le PS qui est devenu le pôle principal de la gauche avec un basculement du centre gauche vers le PS. La rupture du programme commun en 1977 en est certainement le déclencheur. François Mitterrand, fin stratège, jouait sur plusieurs tableaux, attirer les libéraux du centre gauche et se servir de l'électorat communiste pour prendre le pouvoir.

A l'élection présidentielle de 1981, le choc est de taille, Georges Marchais n'obtient que 15% des voix à 10 points de François Mitterrand. La suite, nous la connaissons tous. Un peu de politique sociale tant que les communistes ont encore de l'influence et une série de politiques libérales par la suite.

Après ce constat, fallait-il continuer dans cette stratégie de rassemblement derrière le Ps alors que le Pcf représentait une force importante ? Je n'en suis pas sûr. A longueur de congrès, j'ai entendu le refrain qui consistait de dire que plus le Pcf sera fort, plus le Ps fera une politique de gauche. C'est l'inverse qui s'est produit. Le Pcf a continué sa chute.

Lorsque en 1984, François Mitterrand a contraint les ministres communistes à quitter le gouvernement en raison du virage à droite, nous avons les moyens de changer de cap pour récupérer un électorat déçu par l'arrêt des réformes sociales. Nous avons quitté la participation au gouvernement en continuant à soutenir son action. Un peu contradictoire. Une grande partie de l'électorat communiste n'a pas soutenu cette attitude pour certains ou n'a pas compris pour d'autres.

A ce stade de la réflexion, j'ai une pensée pour la chanson de Jean Ferrat : « La porte à droite » écrite en 1985 qui demeure encore et toujours d'actualité 30 ans après. Très révélateur.

Je crois que c'est dans cette période qu'il fallait changer de stratégie vis à vis du Parti socialiste. Le mouvement syndical était fort. Il aurait certainement développé des luttes sociales au regard des renoncements socialistes. Et sur le plan politique, nous aurions pu peut-être redevenir le leader de la gauche. Mais nous avons quelque peu troublé les salariés en soutenant le gouvernement.

Il faut reconnaître qu'à ce moment là, une lutte interne de pouvoir à la direction du parti a pollué l'atmosphère. C'est également la période où des adhérents ont quitté le parti en masse. Je pense que nous n'avons pas pris la mesure de cette crise et que nous n'avons pas analysé cette situation en profondeur. Au contraire, nous avons verrouillé le fonctionnement sans vouloir écouter ce qui fâche. Il fallait peut-être tout remettre à plat du sol au plafond. Il était encore temps.

Nous avons donc persisté sur la même voie en suivant les socialistes malgré ce tournant à droite du PS et malgré des revers électoraux. Pire, après l'élection de Robert Hue à la direction du Parti en 1994, nous avons accentué la démarche avec la gauche plurielle.

Mais il y a peut-être des raisons à toute cette situation. La direction de notre parti était composée en grande majorité par des élus. Pour mémoire, en 1977, c'est le Pcf qui dirigeait le plus grand nombre de communes en France.

Comment un parti d'élus pouvait - il appréhender la question politique sans arrière pensée électorale ?

Changer de stratégie, c'était donc s'engager dans des difficultés électorales pour conserver les élus communistes. Comment la direction du parti pouvait - elle analyser la situation politique dans ce contexte faussé dès le départ en ne prenant en compte que le côté matériel (finances)

Sur un plan électoral, il était bien plus confortable de se ranger derrière le Ps et ainsi conserver ses élus. Mais sur le plan politique, comment la population pouvait - elle s'y retrouver ? D'un côté, nous avons combattu tous les renoncements du Ps des gouvernements successifs, de l'autre nous avons continué nos stratégies de rassemblement avec le Ps à toutes les élections.

De cette manière, pendant au moins 3 décennies ou plus, les électeurs de gauche n'ont pas pu trouver en nous une alternative aux politiques de recul social du Ps. Nous sommes devenus illisibles, et n'étant pas très différent du Ps aux yeux des citoyens. Ainsi, nous avons contribué à l'idée qu'il n'y a pas de solutions miracles pour modifier le cours des choses.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus identifiés comme un parti de luttes. Les moins de 50 ans n'ont connu que ce paysage politique sans qu'un parti de gauche les fasse rêver. Du coup, la désespérance conduit au vote FN.

Des centaines de fois, j'ai entendu le refrain de l'obligation de rouler avec le Ps pour conserver nos élus et nos finances. Par cette fuite en avant sans vouloir prendre la mesure du ressenti des électeurs de gauche nous abandonnant peu à peu , nous avons résisté plus longtemps mais au final, nous n'avons ni élus ou presque, ni finances ou presque, et le manque de clarté politique en plus.

Et justement, sur le financement du parti par les adhérents et les élus, j'ai un peu de mal. Il y a des statuts votés dans nos congrès, mais chacun fait ce qu'il veut : cotiser ce qu'il veut ou pas, verser les indemnités d'élus ou pas. Il me semble que pour un parti qui a la réputation d'être organisé, il manque un peu de rigueur. Nous avons peut - être délaissé nos fondamentaux au profit de stratégies confortables mais perdantes au final. Aux dernières nouvelles, sur 130 000 adhérents déclarés, 60 000 environ seraient à jour de cotisations. Sans commentaires.

La question du FN

Concernant le FN qui est aujourd'hui au centre du paysage politique, il faudrait également faire quelques retours en arrière. Beaucoup sont scandalisés avec raison sur la montée du FN, mais là aussi, le phénomène ne vient pas de nulle part. Beaucoup de dirigeants politiques y compris de gauche sont directement responsables de cette situation.

Le FN a été créé au début des années 70 par le mouvement Ordre Nouveau, un parti néo fasciste. Marginal à cette époque, obtenant moins de 1% à chaque élection, il aurait été facile de dissoudre le FN comme a été dissous Ordre Nouveau. En effet, le racisme et la xénophobie ne sont pas des opinions mais des délits punissables par la constitution française.

En 1981, le FN ne peut pas se présenter aux élections présidentielles faute de parrainages, et François Mitterrand devient Président de la République. Tous les ingrédients étaient donc réunis pour se débarrasser de cette idéologie dangereuse.

Il ne l'a pas fait alors que le FN entamait une ascension électorale forte et inquiétante après 1981.

Par intérêt politicien, Il a donc permis que le FN entre à l'Assemblée en 1986 (35 députés) lorsque la proportionnelle a été mise en place.

En gardant le FN au chaud, sa stratégie était de créer des divisions à droite pour essayer de garder le pouvoir dans une situation difficile. François Mitterrand et le PS ont légitimé pour longtemps le FN. Ce sont eux qui ont commencé à rendre le FN plus présentable au sein de la République en lui permettant d'avoir un groupe parlementaire.

Là aussi, la suite nous la connaissons tous. Par des politiques austéritaires en alternance pendant toutes ces années, droite et PS ont favorisé l'ascension du FN que nous connaissons et sont donc responsables. Aujourd'hui, ils nous donnent des cours de discipline républicaine et de rassemblement automatique pour faire barrage au FN.

Depuis 2002, vis à vis du FN, nous sommes dans une situation insupportable à chaque élection. Ayant perdu la bataille des idées, au lieu d'aller à la reconquête, nous sommes contraints d'appeler à voter souvent pour la droite afin de faire barrage au FN. C'est à dire, appeler à voter pour des gens que nous combattons.

Les Républicains (pas très républicains d'ailleurs) sont, sur un plan idéologique, les mêmes que le FN. Il n'y a que la forme qui change. Le programme, c'est le même à quelques nuances près mais présenté différemment.

Pour rappel, Claude Goasguen, Patrick Devedjian, Gérard Longuet, tous trois membres du bureau Politique LR (Les Républicains) sont des anciens membres du mouvement d'extrême droite « Occident » néo fasciste. Guillaume Peltier, également de la direction de LR est un ancien du FN.

Tout d'un coup, je pense aux camarades en PACA qui ont du voter pour Estrosi, sachant qu'aucun élu de gauche serait présent à l'Assemblée Régionale. Ce n'est pas de la politique, c'est un cauchemar. Estrosi, c'est l'ancien adjoint de Jacques Médecin à Nice qui fricotait avec le FN et condamné plusieurs fois pour corruption . La boucle est bouclée.

Avec ces appels à voter pour le moins pire, nous accréditons l'idée que l'adversaire principal, c'est le FN et que finalement la droite, c'est pas si terrible que ça. Les électeurs sont perdus dans toute cette cuisine électorale nauséabonde. Il faut donc faire autrement. Allons - nous continuer à faire des votes contre nature à droite ? La bataille des idées est inexistante avec ces pratiques. Bien sûr, le mode de scrutin ne nous aide pas. Battons - nous pour le modifier en faisant des propositions.

Je pense que les socialistes nous ont emmené dans un piège dont on ne sait pas comment se sortir. De plus, lorsque nous nous présentons seuls avec le Front de Gauche à une élection, ils nous sortent le vote utile et la menace d'une victoire possible du FN si nous ne rassemblons pas dès le premier tour. C'est également insupportable. Où est la confrontation des idées ?

La perspective des Présidentielles

Je vois déjà le scénario des Présidentielles. Le combat du PS sera de nous entraîner à une candidature unique de la gauche en brandissant le danger FN. Et comme nous sommes au fond du seau, l'année 2016 sera bien compliquée pour trouver une candidature de la vraie gauche à partir d'un projet.

A ce sujet, le débat prend forme sur une éventuelle « primaire » de toute la gauche ou de la vraie gauche. Je ne sais que penser de cette formule. Je ne vois pas comment pourrait - on désigner des candidats à une primaire ? Avec quels critères ? A ce jour, aucun projet sérieux n'est travaillé dans l'état actuel du Front de Gauche. Et comme nous ne touchons pas suffisamment le fond, Jean Luc Mélenchon en rajoute. Il s'auto proclame candidat aux présidentielles, tout seul comme un grand en l'annonçant à la télévision, pas au Front de Gauche, et en plus sur TF1. Veut - il détruire le Front de Gauche qu'il a co - créé avec le Pcf pour satisfaire son « égo » ? Sa démarche citoyenne, ça ne se décrète pas comme il le fait, ça se construit, et pas tout seul.

Sur ce sujet, nous allons être en très grande difficulté, y compris en interne au Pcf. Après le coup de Mélenchon, mais aussi comme il a été candidat en 2012, un certain nombre de camarades vont revendiquer la légitimité d'une candidature communiste. Mais pas tous. Pourquoi pas une candidature communiste, mais attention au piège. Quel que soit le cas de figure, la candidature devra être validée par toutes les composantes du Front de Gauche. Dans cet imbroglio, j'imagine le pire. Même après la construction d'un projet de gouvernement ambitieux et de gauche, il va falloir mettre un nom dans cette situation trop compliquée qui risque de créer des tensions relayées par les médias.

Sans faire de pronostics négatifs, peut - être seront nous contraints de trouver une porte de sortie pour calmer les ardeurs du Parti de Gauche, et surtout pour ne pas détruire la démarche du Front de Gauche.

Pour ma part, Clémentine Autain d'Ensemble pourrait nous sortir du piège tendu. Politiquement, elle est véritablement de notre famille, elle est jeune, c'est une femme. Médiatiquement, elle est brillante. Ce n'est qu'une réflexion. Je n'ai pas la solution, mais vu la tournure des événements, il va falloir se dépêcher de rassembler toutes les forces du Front de Gauche pour élaborer un projet et une stratégie de candidature avec ou sans Jean Luc Mélenchon, avec ou sans Primaires.

Quel militantisme pour demain

Notre militantisme doit rebondir. Je ne sais pas de quelle façon. Nos pratiques militantes ne sont elles pas inadaptées à la situation des populations, notamment des couches populaires ? La situation des familles dans les quartiers populaires est si dégradée qu'elles n'ont plus la capacité à écouter nos propositions, encore moins à engager une réflexion politique. Les préoccupations dramatiques du quotidien prenant le dessus, les familles défavorisées ne nous entendent plus lorsque nous sommes présent au porte à porte. Elles ne lisent plus nos tracts sur les marchés. Elles sont absentes face à leurs difficultés matérielles.

Sommes - nous suffisamment concrets lorsque nous nous adressons à ces populations qui étaient notre base électorale par le passé ? A ce stade de ma réflexion, je pense aux pratiques militantes en Grèce et surtout en Espagne.

En Grèce, Syriza a pu émerger en investissant d'une manière très concrète le terrain social par une multitude d'initiatives en direction des populations défavorisées. (aides alimentaires, distributions de médicaments, initiatives solidaires dans des centres sociaux, dans les dispensaires, etc...)

Par cette stratégie, le mouvement a explosé en terme d'adhérents et de soutien populaire.

En Espagne, Podemos a pu exister à partir du mouvement des indignés. Mais surtout, là aussi les militants ont investi concrètement le terrain social surtout dans le domaine de l'immobilier par une multitude d'initiatives pour empêcher les expulsions. En Espagne, la loi bancaire sur les prêts immobiliers peut mettre très facilement à la rue les propriétaires en difficulté de paiement.

Podemos s'est développé en créant un mouvement associatif d'aide aux populations en difficulté. Sa base militante vient de ces initiatives très proches des préoccupations quotidiennes des citoyens. Là aussi, le mouvement Podemos a gagné l'adhésion populaire en peu de temps par ces pratiques militantes.

Bien évidemment, il ne s'agit pas pour nous de proposer un « copier/coller » de ce qui marche ailleurs. Notre histoire est différente, notre culture aussi, et notre économie également. Mais je crois qu'il est urgent de réfléchir à des stratégies plus terre à terre.

En Région parisienne, des initiatives populaires intéressantes de notre parti ont lieu chaque année en partenariat avec les agriculteurs du MODEF. (ventes directe de fruits et légumes sans intermédiaire) Ces actions restant marginales, pourquoi ne pas les développer dans tout le pays ? De plus, c'est le sujet central de la lutte des agriculteurs de la période. (le prix aux producteurs et les intermédiaires) Les actions pour empêcher les coupures d'eau, d'électricité, de gaz, les expulsions ne sont plus à la mode mais permettraient d'investir concrètement le terrain social.

Je pense que cette façon de militer, de s'exprimer, donne du sens et devient plus lisible pour les catégories défavorisées. Elle peut devenir un tremplin pour l'action politique.

Pour conclure, je n'ai pas de recette miracle tellement nous sommes tombés bas. Si nous nous sommes trompé dans nos stratégies au cours de l'histoire de notre parti, on doit le dire, ce n'est pas une reculade que de le reconnaître, c'est une force pour pouvoir rebondir.

Je pense que nous devons continuer avec le Front de gauche, mais avec qui ? Tous les partenaires sont dans la même situation mais n'ont pas tous le même but.

Le prochain congrès en juin ne doit pas être une formalité. il doit être explosif, laissant la place à de vrais débats même s'ils doivent fâcher parfois. Ce congrès doit être celui qui libère la parole et qui fait rêver.

Voilà, modestement, mes réflexions personnelles. Si elles peuvent aider, tant mieux.

ORTIZ Aitor fait le 14 février 2016

Section de Bagnères de Bigorre. Fédération des Hautes Pyrénées (65)

Si tuviera hambre y estuviera desvalido

No pediria pan

Sino medio pan y un libro

Federico Garcia Lorca